Patrick Martin sur France 2 : "Il faut redonner de l’oxygène aux entreprises"

Publié le 27 janvier 2026

Au micro de Léa Salamé sur France 2 le 26 janvier, Patrick Martin explique pourquoi il a encouragé l'Europe à adopter une position ferme face aux menaces de Donald Trump. Il se dit aussi très déçu du budget et appelle les politiques à redonner de l'oxygène aux entreprises.

Sur l'attitude de l'Europe face aux Etats-Unis

"*Nous avons dans nos rangs, beaucoup de petites et de moyennes entreprises qui, je le signale au passage, emploient 12 millions de salariés. Donc on est aux premières loges dans ce débat. Oui, j’avais encouragé l’Europe à adopter une position ferme, elle l’a tenue, on a vu que cela donnait des résultats. (...) Les États-Unis et monsieur Donald Trump au premier chef nous tapent dessus. Les Chinois, pour commencer, mais également les États-Unis, mettaient en place des droits de douane qui pouvaient être fatals à une industrie qui emploie 70 000 personnes donc, je suis parfaitement conscient qu'il peut y avoir des effets dévastateurs sur certains secteurs. Mais enfin, si on capitule à chaque fois, c'est sans fin. On commence à comprendre la personnalité de Donald Trump, il ne faut pas le pousser au crime.*"

Sur les possibilités d'investissements aux Etats-Unis

"*D'un côté, il y a un certain nombre de dispositifs qui incitent les entreprises ou qui imposent aux entreprises d'investir aux États-Unis, mais en règle générale les chefs d'entreprises sont très prudents. D'abord, ils attendent les élections de mid-term au mois de novembre prochain parce qu'on ne sait pas si le Président Trump aura toujours une majorité parlementaire. Il faut bien se mettre en tête que les États-Unis ne sont pas nos ennemis, que les Américains sont nos alliés. On traverse une période très compliquée, il ne faut pas qu'elle dure trop longtemps.*"

Sur le budget

"*Si on connecte les deux sujets, c'est-à-dire cette compétition internationale qui devient extrêmement brutale, et la réalité de ce que sera ce budget, on est obligé de conclure que ce budget n'est pas adapté à cette situation de compétition extrêmement intense. (...) On a la démonstration que pour avoir un pays puissant, il faut une économie puissante, donc des entreprises puissantes. Or, ce budget met à la charge des entreprises, un certain nombre de charges supplémentaires, notamment sur les grandes entreprises. Des engagements avaient été pris, par exemple pour baisser les coûts de production qui sont les plus élevés d'Europe en France, eh bien ces engagements n'ont pas été tenus donc on est très déçus. On est surtout inquiets parce qu'on est en train de se déclasser, de se décaler par rapport à ce que font beaucoup de pays, y compris au sein de l'Union européenne, l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne. Donc, on va être très attentifs parce que derrière c'est du pouvoir d'achat, c'est de l'emploi, c'est de l'investissement, c'est de l'innovation.*"

Sur les défaillances d'entreprises

"*On a déjà battu un record en 2025 avec 68 500 entreprises qui ont déposé le bilan et je crains que ce soit de nouveau le cas en 2026. Raison supplémentaire pour que nos décideurs politiques se ressaisissent et prennent en compte cette compétition internationale, avec l'impératif de décarbonation, de digitalisation des entreprises, de pouvoir d’achat que légitimement nos salariés demandent, et qu'ils redonnent de l’oxygène aux entreprises.*"

>> Revoir l'interview sur le site de France TV